

que la «plus haute priorité» devait être donnée au désarmement nucléaire, et à la prévention de la guerre nucléaire, et a réaffirmé la conviction que le monde doit progresser vers le désarmement ou périr. Le Programme dresse d'ailleurs une liste imposante de mesures de désarmement nucléaire. Plus d'importance a été donnée au désarmement en matière d'armes classiques, à la limitation des transferts d'armes et à la réduction des dépenses militaires. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des appels précis ont été lancés en faveur de la réduction des armes classiques (qui absorbent la plus grande part des budgets militaires) et de la limitation de leur transfert entre pays.

Autre résultat positif non négligeable, des idées et propositions nouvelles ont été présentées à profusion. Celles-ci ne peuvent être mises immédiatement en pratique, mais elles engendreront des initiatives, notamment des études, des discussions et des terrains possibles d'entente qui dans l'avenir favoriseront inévitablement le désarmement.

Un de ces concepts, la «stratégie de l'asphyxie» de la course aux armements stratégiques entre les superpuissances, et d'ailleurs entre toutes les puissances nucléaires, fut proposé par le premier ministre Trudeau dans le but d'arrêter la course aux armements au stade du laboratoire. La stratégie intégrée en quatre points comportait (1) l'interdiction totale des essais afin d'entraver le perfectionnement des engins explosifs nucléaires; (2) «l'arrêt des vols d'essai de tous les nouveaux vecteurs stratégiques qui viendrait s'ajouter à l'interdiction de l'essai des ogives» — c'était la première fois qu'un pays proposait officiellement une telle interdiction qui est essentielle pour faire cesser la course aux armements sur le plan technologique; (3) un accord interdisant toute production de matières fissiles à des fins d'armements et (4) un accord limitant puis réduisant progressivement les budgets militaires affectés à la mise au point de nouveaux systèmes d'armes nucléaires stratégiques.

L'initiative canadienne a suscité un vif intérêt et fut appuyée par plusieurs pays, bien qu'il n'y ait

eu aucune réaction immédiate de la part des puissances nucléaires. Elle ne manquera pas d'être étudiée attentivement et on en réentendra certainement parler.

Nouvelles initiatives

Plus d'une vingtaine de nouvelles initiatives (y compris la proposition canadienne), ou des variantes de propositions de longue date, qui étaient trop novatrices pour être intégrées au Programme d'action, ont été mises de côté pour être étudiées ultérieurement et seront transmises à tous les organismes s'occupant de désarmement. Il se peut, naturellement, que certaines soient représentées, et peut-être même approuvées, à la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale qui débute à l'automne. On retrouve au nombre des initiatives les plus importantes:

- les propositions indiennes d'interdiction absolue de l'utilisation des armes nucléaires et d'imposition d'un moratoire sur les essais d'armes nucléaires;
- les diverses propositions françaises recommandant des études sur a) la création d'une agence internationale dotée de satellites de surveillance, b) d'un institut international de recherche sur le désarmement, et c) la création d'un fonds spécial de désarmement pour le développement, qui serait financé par une sorte de taxe sur les dépenses militaires;
- les propositions soviétiques de «gel» complet du renforcement quantitatif et qualitatif des armes nucléaires et classiques;
- les propositions américaines de mise en place d'appareils de contrôle et de détecteurs pour la surveillance aux frontières et la création d'une force de réserve pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU;
- les propositions des Pays-Bas, du Sri Lanka et d'autres pays recommandant qu'on étudie la possibilité d'établir un organisme ou une autorité internationale de désarmement;
- l'appel du secrétaire général invitant les pays à consacrer un dixième d'un p. cent de leurs budgets militaires aux efforts en vue du désarmement.

En dernier lieu, la décision de tenir une dixième session extraor-

dinaire (probablement en 1981 ou 1982) fournira non seulement la possibilité d'analyser les progrès réalisés et de revoir le programme d'action et les mécanismes, mais incitera à faire de plus grands efforts entre temps tout en contribuant à maintenir l'élan initial.

Aspects décevants

L'absence du président Carter et de M. Brejnev et le fait qu'ils n'aient pas su fournir un leadership efficace ni n'aient présenté aucune nouvelle proposition importante ont assombri le tableau. Ils n'ont pas été non plus en mesure d'annoncer de grands progrès dans les pourparlers sur l'interdiction totale des essais ou les négociations SALT. En fait, on avait généralement l'impression que les deux superpuissances faisaient traîner les choses à la fois sur le fond et sur la forme.

Si la participation active de la France et de la Chine aux travaux de la session extraordinaire a été bien accueillie, leur intention avouée de réduire l'écart entre elles et les deux superpuissances, les ont amenées à s'opposer énergiquement à l'interdiction des essais nucléaires et à la limitation de la course aux armements nucléaires.

La tenue d'une réunion au sommet de l'OTAN à Washington, tandis que se déroulait la session extraordinaire et l'annonce d'un programme à long terme d'accroissement des armements, a provoqué une réaction négative à la session et parmi le public.

Mise à part l'annonce officielle par le Canada de la décision qu'il avait déjà prise d'éliminer toutes les armes nucléaires au sein des forces canadiennes et sur le sol canadien, et l'annonce par l'Iran, en réponse à l'appel lancé par le secrétaire général, d'un prélèvement d'une somme de sept millions de dollars sur ses dépenses militaires pour en faire don à l'UNICEF, aucun pays n'a déclaré unilatéralement de limitation ou de réduction de ses armements ou de ses dépenses militaires.

Enfin, un des aspects les plus décevants de la session extraordinaire a été la très mauvaise couverture par la presse et l'absence de reportages dans les journaux et les autres organes d'information. Alors que les gouvernements et les orga-